

**RETRAIT D'UNE DECISION DE NON
OPPOSITION A DECLARATION PREALABLE**
délivré par le Maire au nom de la commune

Déclaration préalable à la réalisation de constructions et travaux non soumis à permis de construire portant sur une maison individuelle et/ou ses annexes

DEMANDE N°DP 71105 23 S0082, déposée le 25/05/2023

De : EDF ENR, représentée par Monsieur DECLAS Benjamin

Demeurant : 27 chemin des Peupliers 69570 DARDILLY

Sur un terrain situé : 46 allées du Teil, 71850 CHARNAY-LES-MACON

Parcelle(s) : AC62

Pour : Installation d'un générateur photovoltaïque sur le plan de la toiture parallèlement à la couverture, de couleur noire.

Surface de plancher créée : 0 m²

LE MAIRE DE CHARNAY-LES-MACON,

Vu la déclaration préalable susvisée – Dossier complet au 06/07/2023 ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le plan local d'urbanisme approuvé le 13 décembre 2010, modifié les 02 décembre 2012 et 18 décembre 2013, révisé le 29 juin 2015, modifié le 07 novembre 2016 ;

Vu l'arrêté autorisant la DP référencée ci-dessus en date du 17 juillet 2023 ;

Vu le courrier de demande de retrait en date du 5 août 2023 ;

ARRETE

Article 1

La décision de non opposition à la déclaration préalable est retirée.

Fait à CHARNAY-LES-MACON

Le **09 AOUT 2023**

Le Maire,

Pour le Maire,
L'Adjoint Délégué

Patrick BUHOT

Patrick B.



La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification.

A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'État. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).